

« Je suis très en faveur d'une politique d'"impunité zéro' par les Etats membres », a déclaré Mme Orlor lors d'une conférence de presse au siège des Nations Unies à New York. « Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter les abus sexuels », a-t-elle ajouté.

Depuis quelques années, l'ONU a pris des mesures pour prévenir et punir les abus sexuels commis par les membres de son personnel, dont l'introduction d'un nouveau code de conduite et des unités disciplinaires au sein de chaque opération de maintien de la paix. Des horaires de couvre-feu ont été imposés ainsi que des restrictions de mouvement et des enquêtes menées chaque fois qu'un abus est signalé. En cas d'abus avéré, l'auteur est rapatrié et sanctionné par son propre pays.

Mme Orlor a noté que même si le nombre de cas d'abus a diminué, le petit nombre restant montre qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour résoudre le problème. « En tant que policiers, nous sommes supposés faire partie de la solution et non pas du problème. Nous avons le devoir de protéger la population civile », a-t-elle expliqué.

En septembre 2011, quatre casques bleus uruguayens de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) ont été rapatriés après avoir été accusés de violences sexuelles sur un jeune homme de 18 ans. La semaine dernière, trois Casque bleus pakistanais en Haïti ont été renvoyés dans leur pays après avoir été jugés coupables d'abus sexuel sur un garçon de 14 ans par une cour martiale pakistanaise.

Tous ceux qui ont été rapatriés pour des infractions graves sont rayés des listes du personnel des Nations Unies et ne pourront plus servir dans les rangs des casques bleus au sein du Département des opérations de maintien de la paix a rappelé Mme Orlor.

En plus des initiatives prises par l'ONU pour éviter les abus, Mme Orlor a encouragé les Commissaires de police de l'ONU d'effectuer des visites surprise dans les lieux où vivent les policiers afin de mieux les connaître et pour être plus vite au courant d'activités qui pourraient éventuellement nuire à la mission de l'ONU.

« L'ONU a une politique de tolérance zéro envers toutes formes d'exploitation sexuelle. Il faut

maintenant que nous arrivons aussi à zéro exemple dans la pratique », a conclu Mme Orlor.

Source: allAfrica